



Apprendre & Travailler

Doit-on vraiment se fier à notre avis sur l'école?

04 mai 2022, Adriana Stimoli

La réforme du cycle d'orientation à Genève divise. Au cœur du débat public, de nombreux avis fustigent sans détour le fait de regrouper des élèves aux aptitudes différentes dans une même classe. A contrecourant total de ces opinions, les sciences de l'éducation valorisent cette mixité. Un clivage qui soulève une interrogation: nos opinions sur cette réforme du secondaire I, et plus largement sur les questions liées à l'école, se valent-elles toutes? Deux spécialistes de l'éducation livrent à Heidi.news leurs réponses et réflexions.

Le contexte. Les Genevois se prononcent le 15 mai sur la réforme du secondaire I intitulée CO22. Le but de la refonte portée par le Département de l'Instruction publique (DIP) est de réduire les inégalités entre élèves. Comment? En les regroupant, indépendamment de leurs aptitudes, en une seule et même classe lors des deux premières années du cycle (9e et 10e). A noter que des enseignements et exigences différenciés seront quand même dispensés dans certaines branches, dont les maths et l'allemand.

L'hétérogénéité valorisée. L'école est un thème de recherche privilégié des sciences sociales et des sciences de l'éducation. La recherche en la matière est riche, et désigne le regroupement d'élèves aux aptitudes variées dans une même classe par le terme d'«hétérogénéité». En 2010, la sociologue Magdalena Le Prevost souligne la récurrence de la thématique au sein du monde scientifique. Selon la chercheuse, l'hétérogénéité pose une interrogation cruciale, celle de «savoir dans quelle mesure sa promotion aurait un coût en termes de performance scolaire des élèves».

Un douzaine d'années plus tard, Bernard Schneuwly, professeur honoraire à l'Université de Genève, répond à l'interrogation. L'ancien doyen de la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, explique que la recherche est fixée sur les effets de l'hétérogénéité dans les classes depuis... plus de trente ans:

«Les sciences de l'éducation le montrent depuis des décennies: moins on divise les élèves en fonction de leurs niveaux, mieux c'est pour la grande majorité d'entre eux. C'est d'ailleurs la philosophie à la base des systèmes éducatifs les plus performants, que l'on retrouve par exemple en Finlande.»

Le Professeur reconnaît toutefois que:

«Oui, les élèves extrêmement doués pourraient se retrouver un peu ralentis, s'ils sont au contact de jeunes ayant plus de difficultés.»

Avant d'ajouter:

«Mais cela n'est pas forcément négatif, car ces élèves se retrouvent à développer un esprit d'équipe et des capacités de collaboration. Il faut être clair: il n'y a pas de meilleure façon qu'apprendre en expliquant et en collaborant. Le travail collectif entre élèves est extrêmement bénéfique.»

Un soucis d'(in)égalité. «Une division qui survient très tôt entre élèves a pour effet d'accentuer les différences entre classes sociales», poursuit Bernard Schneuwly. Une analyse étayée par le Conseil suisse de la science (CSS) dans un rapport publié en 2018, ainsi que par une étude de 2019 réalisée par le Service de la recherche en éducation (SRED) à Genève.

Pour Bernard Schneuwly, une majorité d'individus — à droite comme à gauche de l'échiquier politique — a conscience de cette réalité. Mais elle refuse les moyens suggérés pour y remédier:

«La réforme du cycle à Genève est un exemple type d'une situation où beaucoup connaissent les effets néfastes d'une division dès la 9e, tout en étant loin d'être d'accord sur les moyens pour y remédier.»

Pourquoi c'est si difficile d'être entendu? Le célèbre sociologue Pierre Bourdieu disait de la sociologie qu'elle est un sport de combat, car elle requiert des chercheurs de se battre contre les croyances communes. Bernard Schneuwly, quant à lui, suggère que la lutte est plus rude encore pour les sciences de l'éducation:

«Avec la Professeure Rita Hofstetter, nous avons montré que pour les sciences de l'éducation, il est difficile d'imposer ses constats à la société, car ils touchent à l'intime. Les opinions sur l'éducation découlent d'une vision du monde, de la vie. Souvent, les analyses de la recherche scientifique vont aller à l'encontre d'une sorte de "bon sens commun". Les gens ont de la peine à accepter ce que prônent les sciences de l'éducation, qui invitent à une remise en question de pratiques et habitudes jugées justes.»

Sonia Revaz, maître-assistante à l'Université de Genève et spécialiste des politiques éducatives, complète:

«Nous sommes tous allés à l'école, certains d'entre nous avons des enfants, des neveux, des nièces, des petits cousins... En bref, tout le monde a fait l'expérience de l'école et se sent donc habilité, la plupart du temps, à avoir une opinion très précise de ce qui marche ou non.»

Une politique participative. La réforme du cycle à Genève se jouera dans les urnes. Pour Sonia Revaz, cette situation amène son lot de particularités. «La démocratie directe du pays fait que les opinions de chacun peuvent directement peser sur les systèmes de formation», explique la chercheuse.

Elle poursuit:

«Faudrait-il réserver le droit de l'analyse aux experts quand il s'agit de l'école? C'est là une question qui vient directement interroger, voire remettre en question, notre démocratie. On ne peut pas dire que des opinions valent plus ou moins que d'autres. Par contre, on peut souligner qu'il faut accorder une place à la recherche scientifique lorsque l'on formule des politiques éducatives. La place des experts doit être assurée. Or, des chercheurs de l'Institut de recherche et de documentation pédagogique (IRDP) à Neuchâtel ont montré que la recherche scientifique est peu sollicitée lors de débats politiques sur l'école.»

Pour la spécialiste en politiques éducatives, il s'agit de comprendre la réticence avec laquelle les personnes peuvent accueillir l'expertise formulée par les sciences de l'éducation. Dans le cas des enseignants, ils font face aux réalités et difficultés du terrain et ne voient pas toujours d'un bon œil les conclusions qu'amène le monde de la recherche:

«Les chercheurs, qui ne sont pas des acteurs directement issus du terrain, n'ont pas toujours bonne réputation auprès des professionnels, à l'instar des enseignants.»

La solution? Difficile, dans ce contexte, d'esquisser une recette magique permettant à tous de s'entendre. Sur l'école, les avis des uns et des autres révèlent souvent des visions et conceptions idéologiques plus larges, ancrées dans des représentations du monde bien précises.

Sonia Revaz suggère toutefois une solution pour faire en sorte que les politiques éducatives soient le plus équilibrées possible:

«Ce vers quoi, idéalement, il faut aller, c'est l'inclusion d'une pluralité d'acteurs lors de l'élaboration des projets, soit un modèle de prise de décision le plus collectif et collaboratif possible. Avec CO22, on tend vers cet idéal:

différents groupes de travail ont été créés et on a laissé de la place à la recherche, mais aussi aux enseignants qui ont été consultés. C'est un pas vers le mieux.»

